

Hof, Frederic C. *Galilee Divided : The Israel-Lebanon Frontier, 1916-1984*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on the Middle East », 1985, 150 p.

Nelly Najjar

Volume 18, Number 2, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702194ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702194ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Najjar, N. (1987). Review of [Hof, Frederic C. *Galilee Divided : The Israel-Lebanon Frontier, 1916-1984*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on the Middle East », 1985, 150 p.] *Études internationales*, 18(2), 470–472. <https://doi.org/10.7202/702194ar>

HOF, Frederic C. *Galilee Divided: The Israel-Lebanon Frontier, 1916-1984*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on the Middle East », 1985, 150 p.

Ce titre peut laisser perplexe. En effet, on serait en droit de se demander si l'auteur ne préconise pas une réunification de la Galilée (terme biblique), tel que souhaité par les défenseurs d'Eretz Israël, c'est-à-dire une annexion par Israël du Sud-Liban, et ce, au moment où l'armée israélienne est encore présente dans cette région. Ce n'est heureusement pas le cas. L'auteur, officier de l'armée américaine, qui a consacré sa carrière au Proche-Orient, adopte le point de vue officiel de Washington: respect de l'intégrité territoriale du Liban. En 12 chapitres brefs (3 à 4 pages) et précis, il résume l'histoire de la frontière et la situation à la frontière libano-palestinienne, puis libano-israélienne, depuis la conclusion en 1916 des accords Sykes-Picot entre la Grande-Bretagne et la France, jusqu'à l'abrogation en 1984 de l'accord israélo-libanais signé moins de 10 mois auparavant, sous l'égide des États-Unis.

Dans son exposé, Hof analyse les deux arguments invoqués par Israël pour remettre en question le tracé de cette frontière: le besoin d'eau et le besoin de sécurité. Plus que le premier, le deuxième besoin est un prétexte, estime l'auteur, l'objectif de l'État hébreu étant d'obtenir des gains territoriaux pouvant faire l'objet d'un marchandage dans des négociations en vue de la conclusion d'un traité de paix avec le Liban. Ben Gourion disait en 1948: « Le Liban est le talon d'Achille de la coalition arabe... Il faut y établir un État chrétien dont la frontière sud serait délimitée par le Litani » (p. 46). Le monde arabe serait ainsi fragmenté et affaibli. Mettant à nu la logique israélienne, l'auteur ne s'y oppose pas pour autant. Il souligne en effet que jusque-là aucun gouvernement libanais n'a été capable de respecter les clauses d'un accord avec l'État hébreu et il souhaite la venue d'un gouvernement fort pour ce faire (pp. 2 et 116).

Dans les trois premiers chapitres, on retrouve la question du besoin d'eau, que l'au-

teur semble estimer réel. Hof rappelle que dès le début des négociations franco-britanniques pour la délimitation de la frontière, le mouvement sioniste, qui visait la création d'un État juif en Palestine, exerçait des pressions sur Londres en vue d'inclure en Palestine le fleuve Litani et les sources du Hasbani (Mont Hermon). Sans succès. L'accord du 10 mars 1923, portant création de la frontière libanaise résulte en effet d'un rapport de forces favorable alors à la France.

L'argument du besoin d'eau n'aurait servi de prétexte qu'en 1948-1949, quand l'État hébreu, nouvellement créé, occupe le Sud-Liban jusqu'au Litani, puis se retire à la suite de l'accord d'armistice du 23 mars 1949. En échange, il pensait déjà pouvoir signer un traité de paix avec le Liban. Il se rend toutefois compte aux négociations de paix de Lausanne (avril 1949) qu'il a abandonné un territoire conquis sans aboutir à l'objectif visé.

Hof présente les différents projets américains, contre-projets israéliens et contre-projets arabes d'exploitation ou de détournement des eaux du Litani, du Jourdain et des sources du Hasbani, ainsi que le début d'exécution de certains de ces projets.

En 1967, écrit Hof, Israël se contente de dénoncer l'accord d'armistice avec le Liban sans occuper le territoire libanais. Il y voit deux raisons: la dénonciation de l'accord permet aux dirigeants israéliens de légaliser l'occupation des territoires conquis. La question de l'eau perd de son acuité parce que le barrage du Qirouan sur le Litani est un fait accompli, que les sources du Hasbani sont occupées par les troupes israéliennes, enfin que les fedayin sont à la frontière, d'où la primauté des questions de sécurité.

Dans les sept chapitres qui suivent, Hof décrit la situation à la frontière sous l'angle de la sécurité. Il rappelle que le Liban-Sud était déjà un sanctuaire de la lutte armée contre l'occupant britannique et les nouveaux colons sionistes, avant la création de l'État hébreu. Aux actes de résistance répondaient des actes de représailles, qui se poursuivront par la suite et dégèneront pour devenir, à partir de 1972, une « guerre contre la terreur ». Celle-ci ne

répond pas nécessairement à des opérations palestiniennes, en incursions, puis en véritables invasions.

Résumant les relations libano-palestiniennes, Hof souligne la collaboration des autorités libanaises avec Israël: En 1948, quand elles aident leur voisin à expulser plusieurs centaines de réfugiés arabes qui voulaient réintégrer leur foyer en Palestine devenue Israël. En 1955, quand elles déplacent les réfugiés à plus de 10 km de la frontière. En 1969 et en 1973, quand à la suite de représailles israéliennes, elles font intervenir l'armée contre les fedayin au Sud, puis autour des camps de réfugiés de la banlieue de Beyrouth.

Hof explique la conséquence du facteur fedayin sur les relations interlibanaises, en évoquant le manque de consensus sur la « question de l'identité nationale » (il ne dit pas sur la question palestinienne, mais cite la fameuse phrase du Premier ministre libanais, Rachid Karamé, qui disait en 1968: « Il existe deux parties dans le pays. L'une pour qui l'action fedai doit être menée à partir du Liban, quelles qu'en soient les circonstances. L'autre, qui considère les fedayin comme un danger... Aucun gouvernement ne peut prendre position sans provoquer une division du pays »).

L'auteur affirme qu'à partir de 1973, le principal objectif d'Israël est de provoquer une confrontation violente entre la communauté maronite libanaise et les fedayin (p. 75). Il précise que la guerre commence en 1975 par des affrontements entre les milices maronites qui veulent restreindre ou éliminer la présence palestinienne, et les fedayin. Il souligne la position ambiguë du commandant Saad Haddad, qui dirige les milices pro-israéliennes au Sud, collabore entièrement avec Israël, reçoit ses ordres des leaders maronites de Beyrouth et sa paye du gouvernement libanais.

C'est l'échec de Haddad contre les fedayin qui entraîne l'invasion israélienne de mars 1978, et non l'opération palestinienne contre un autobus à Tel-Aviv (37 morts), invoquée comme prétexte par Israël (p. 87), estime Hof. De même l'invasion israélienne de juin 1982 s'explique par la décision d'ou-

vrir la voie à l'élection de Béchir Gemayel, résultant d'une autre décision, celle d'annihiler l'OLP, écrit l'auteur. En effet, remarque-t-il, dans les années 80, de nombreux États reconnaissent la légitimité de l'OLP, alors que le gouvernement Begin mène une politique d'annexion rampante de la Cisjordanie, qu'il n'a nullement l'intention de rendre. Or l'OLP peut pousser les Palestiniens des Territoires occupés à s'y opposer. De plus l'OLP avait remporté un succès diplomatique, du fait qu'elle était partie à l'accord de cessez-le-feu conclu entre Haddad et les fedayin en juillet 1981, grâce à la médiation de l'envoyé de Washington, Philip Habib.

Hof souligne que a) si l'objectif d'Israël était la sécurité, le cessez-le-feu obtenu aurait constitué une victoire pour ses dirigeants, b) depuis le cessez-le-feu, les opérations palestiniennes à partir du Sud avaient été suspendues, c) il n'existe aucune preuve de la responsabilité de l'OLP dans l'opération contre l'ambassadeur israélien à Londres le 3 juin 1982. Il semble même qu'une organisation basée en Syrie, violemment opposée à Arafat et pro-israélienne, ait reçu des fonds des services secrets israéliens pour semer la discorde au sein des Palestiniens (pp. 100-101).

C'est dans l'intérêt d'Israël de présenter une opération militaire offensive comme une réaction à une menace contre sa sécurité et celle des juifs du monde entier, affirme Hof (p. 100). Son argument de sécurité ne peut tenir, quand on sait que malgré l'objectif déclaré d'éliminer toute présence militaire palestinienne dans un rayon de 25 miles de la frontière, l'armée israélienne pénètre jusque dans la banlieue ouest de Beyrouth, fait subir à la ville les bombardements lourds de son aviation et de son artillerie, puis après l'évacuation des Palestiniens de la ville et l'élection de Béchir Gemayel, et au lendemain de l'assassinat de ce dernier, pénètre dans Beyrouth, tandis que les massacres de Sabra et Chatila par les milices chrétiennes ont lieu le lendemain avec sa complicité.

L'invasion israélienne de 1982 vise bien plus une nouvelle donne géopolitique qu'une « paix en Galilée », écrit Hof, en abordant la

question de l'accord libano-israélien, signé sous l'égide des États-Unis le 17 mai 1983. Il ne précise pas ici, quelle est cette nouvelle donne et n'explique pas les raisons de l'abrogation de cet accord (échec de la politique américaine au Proche-Orient). Il ne souligne pas non plus les avantages qu'il octroie à Israël: a) une reconnaissance par le Liban. Il estime par contre que c'est Israël qui reconnaît le Liban dans sa frontière de 1923; on se demande comment puisque l'accord prévoit la présence d'un personnel sous commandement israélien au sein de l'armée libanaise à la frontière, b) des avantages économiques, c) une abrogation de l'accord du Caire entre l'État libanais et les Palestiniens.

Dans sa conclusion, Hof met en relief l'importance du rôle des chi'ites pour parvenir à une « paix en Galilée ». Seul un gouvernement central fort peut faire appliquer un accord. Or pour qu'un tel gouvernement existe, il faut un partage du pouvoir avec les chi'ites qui constituent la communauté la plus importante en nombre au Liban. Est-ce la position de Washington ?

Nelly NAJJAR

*Département de science politique  
Université du Québec à Montréal*

SAYEGH, Raymond. *Les conflits dans les zones de crise: le Proche-Orient et le Liban: Essai de polémologie, de géopolitique et de sociologie*. Cousset (Suisse), Delval, 1986, 264 p.

L'Histoire nous renseigne sur la vulnérabilité des États et des concepts qui les soutiennent. Le Liban ne fait pas exception à la règle. Il risquerait de disparaître de la carte, de ne pas survivre à la crise qui secoue ses fondements, à moins d'en diagnostiquer le mal et d'en trouver le remède. L'auteur, un universitaire libanais attaché à son pays, admet que la tâche sera ardue en raison de la complexité du problème et de ses ramifications.

Raymond Sayegh soutient qu'on ne peut isoler le drame libanais du conflit israélo-arabe. La présence de réfugiés palestiniens au Liban est la conséquence immédiate de la création de l'État d'Israël en 1948 et des guerres subséquentes qui ont opposé Arabes et Israéliens. Profitant de la faiblesse de l'État libanais, ces Palestiniens ont réussi à créer un État dans l'État et à s'ingérer dans les affaires internes du pays d'accueil.

Il s'ensuit que toute tentative de décrispation de la crise libanaise doit passer par une compréhension du conflit israélo-arabe. Sans parti pris, l'auteur expose les thèses israélienne et arabe. *Grosso modo*, les sionistes appuient leurs revendications territoriales sur des arguments historique, religieux, juridique, économique et humanitaire alors que pour les Arabes, Israël représente une société monolithique qui nie le nationalisme palestinien. Bien qu'ils dénoncent les crimes commis à l'endroit des juifs par les Européens, ils refusent que la compensation soit faite à leurs dépens. Qui plus est, Israël occupe des territoires arabes (Golan syrien, enclave de Taba), interprète cavalièrement la résolution 242 qui stipule le retrait de ses troupes des territoires occupés en 1967 et récuse toute base territoriale à une éventuelle autonomie des Palestiniens.

Les dirigeants arabes qui ne s'entendaient pas entre eux sur une stratégie commune mettant à profit leurs ressources, vont mener une politique contradictoire en ce qui a trait au problème palestinien, surtout au Liban. D'un côté, ils appuieront la résistance palestinienne et de l'autre, ils soutiendront la souveraineté du gouvernement libanais sur l'ensemble de son territoire.

Pour désamorcer cette bombe à retardement, les intervenants ne manquaient pas. L'ONU, la communauté européenne, les pays arabes et islamiques, les E.U., l'URSS et Israël ont tous avancé des projets de solution. On y note quelques progrès en ce qui concerne l'acceptation du principe d'autodétermination, du cadre des négociations et l'on s'accorde à réclamer une paix en échange de territoires. Mais la plupart de ces propositions achoppent encore sur le refus d'Israël de reconnaître l'OLP, d'accepter la création d'un État palesti-